

Section 1 : Mise à jour du Contexte

De manière générale, aucune amélioration considérable n'a été observée quant à la situation sécuritaire et de protection dans les provinces du Sud-Kivu et du Maniema. L'insécurité, l'activisme des groupes armés, les opérations militaires contre les groupes armés, la grande criminalité, la persistance des conflits communautaires dans certains territoires, sont restées perceptibles dans les principales localités, avec pour corollaire des déplacements forcés de populations.

La province du **Sud-Kivu** a été ébranlée par l'activisme des groupes armés de différentes factions. Des affrontements entre l'alliance Mai Fuliru-Nyindu-Bembe et les milices Banyamulenge Gumino-Twigwaneho dans les moyens et hauts plateaux de Fizi à la limite du territoire de Mwenga en début de Septembre ont entraîné des nombreuses violations, telles des pillages de bétail ou des atteintes au droit à l'intégrité physique (meurtre, coups et blessures). En lien avec ce conflit intercommunautaire, le 19 septembre le village de Tubangwa dans le groupement de Basimwenda en territoire de Mwenga est incendié par les miliciens Ngumino. Ensuite, le 26 septembre les villages de Kisilu et Rushasha appartenant majoritairement aux Banyamulenges dans le groupement de de Basimukindji 1^{er} également en territoire de Mwenga ont été incendiés.

Dans les territoires de Shabunda et Kabare l'activisme des groupes armés Raia Mutomboki, Ndarumanga et Maheshe, ont occasionné des violations des droits humains et le déplacement forcé de la population civile dans le groupement de Bamuguba sud (Bulumbu et Kigulube) et à Luntukulu, Busolo et Cinda dans le groupement de Mulamba. La reddition du General Shukuru, chef rebelle de la milice Raia Mutomboki et six de ses éléments aux FARDC à Mashere, groupement de Kalima en territoire de Kalehe le 30 septembre, pourrait conduire à l'apaisement de la situation.

D'ailleurs les groupes armés continuent le recrutement forcé des enfants et les enlèvements dans toute la province. Ainsi le cluster a enregistré le recrutement forcé de trois enfants chacun le 8 septembre par les Mai Bishambuke et le 20 septembre par les Mai de la faction Biloze Bishambuke. Le 28 septembre 2019, 23 civils ont été enlevés par les éléments de la coalition des Raia Mutomboki de la faction Mbongolo et Kikwama, sur le site minier de Lutumba en territoire de Shabunda et relâchés deux jours plus tard.

Au niveau de la Province du **Maniema**, le groupes armé Malaika et des milices ont poursuivi leur activisme notamment dans les territoires de Kabambare, Kasongo et Kailo, qui restent les plus affectés. À Kabambare, notamment dans la commune de Salamabila, les Mai Malaika ont contraint, par des menaces, les responsables de la société minière BANRO au retrait progressif de leurs staffs et matériels. Membres armés de la communauté Twa ont commis plusieurs actes de viol à l'encontre de civils, dont huit femmes déplacées.

Le 29 septembre 2019 deux personnes retournées et deux résidents ont été enlevés par les Mai Malaika à Mutingwa, dans le groupement de Baganahiri en territoire de Kabambare. Les victimes ont été libérées un jour après moyennant paiement de rançon.

Au total 1 457 violations (1 347 au Sud-Kivu e 110 à Kabambare) ont été documentées au cours du mois de septembre. Ce correspond à une augmentation de 11.73%, soit 153 cas de plus par rapport au mois d'août 2019. Les différentes violations documentées sont ci-après classifiées : violation du droit à la propriété (659 cas), violation du droit à la liberté (368 cas), violation du droit à l'intégrité physique (320 cas), violence sexuelle (100 cas, dont 33 contre les enfants), conflit foncier (10 cas).

Au regard des statistiques, les territoires de Shabunda, Mwenga et de Kalehe (Sud-Kivu), et les territoires de Kabambare, Kasongo et Kailo (Maniema), ont été les plus affectés.

Concernant les auteurs présumés des violations, si l'on observe une baisse sensible des cas de violations qui leur sont imputées, les Mai demeurent les plus grands auteurs présumés des violations enregistrées, avec un taux de 54% (contre 64% en août), soit 791 cas de violations sur 1457 ; suivis des FARDC avec 14% des violations, soit 210

violations (contre 233 en août).

Section 2 : Mouvements de population

En rapport avec la crise d'Itombwe/Minembwe

Les chiffres actuels des alertes font état de 63 400 IDPs sur les axes Fizi centre et environs – Mukera – Mulima, et 8 230 IDPs autour de Minembwe. Entre le 7 et 8 septembre 2019, suite aux affrontements entre Mai coalition Bembe, Fuliru et Nyindu contre la milice Gumino des Banyamulenges dans les Hauts-Pateaux, des importants mouvements forcés de la population ont eu lieu. Les données ci-après sont extraites des rapports hebdomadaires de monitoring de protection pour septembre (HCR/Intersos) :

- 5 850 personnes, soit 1 170 ménages, en provenance de Kalingi I, II et Mutunda (territoire de Mwenga), vers les villages des Moyens-Plateaux de Sandja et Mboko (Bitaliro, Kashamba, Kashoja, Mibula, Kashongo, et autres) ;
- 3 260 personnes, soit 652 ménages, en provenance des villages de Tulambo, Linjanja, Kuwimbogo, Kivogera, Kigazura, Katenga, Kivogegwa et Marunde, vers Tuwe-Tuwe, Rwisankuku, Mishashu, et Minimbwe (territoire de Fizi) ;
- 3 310 personnes, soit 662 ménages, en provenance de Kalingi, Mikenge, Tulambo (territoire de Mwenga), vers Fizi centre ;
- 2865 personnes, soit 573 ménages, en provenance de Kalingi, Mikenge, Tulambo (territoire de Mwenga), vers Milimba I, II et III (territoire de Fizi) ;
- 281 personnes, soit 56 ménages, en provenance de Kalingi, Mikenge, Tulambo (territoire de Mwenga), vers Sandja (territoire de Fizi) ;
- 255 personnes, soit 51 ménages, en provenance de Lubanda (territoire de Mwenga)

D'ailleurs le 11 septembre 2019, les incendies de maisons des membres de la communauté Banyamulenge par les Mai Babembe, Bafuliru et Banyindu a causé le déplacement de 210 personnes, soit 42 ménages, en provenance de Lisasi et Bakura en groupement de Basimunyaka vers Makutano dans le groupement de Bismunyaka et vers Minembwe dans le territoire de Fizi.

Autres situations de mouvements de populations

La présence des milices et groupes armés congolaises et burundaises, les affrontements entre ces groupes et avec les FARDC ainsi que les attaques des groupes armés contre la population civile ont causé le déplacement de 1 554 ménages en Sud Kivu durant le mois de septembre, dont 987 ménages venus de Masisi et Walkikake en Nord Kivu vers les villages de la localité Ramba en groupement de Mubugu en territoire de Kalehe.

Le 21 septembre 2019, à cause du déguerpissement par les FARDC sur ordre du Tribunal de Grande Instance, environ 1945 personnes, soit 389 ménages, en provenance de Chaya dans la localité de Iko, en groupement de Mbinga Sud Kaguli, ont été déplacés vers Ihoka Luzira, localité de Luzira, en territoire de Kalehe.

Au Maniema, la situation humanitaire a été marquée par les pluies diluviennes survenues le 24 septembre avec comme conséquences la destruction de 1934 Maisons, 11 écoles, 1 structure sanitaire et 2676 sans-abris.

Section 3 : Plaidoyer

Sud-Kivu :

- Plaidoyer effectué au cours de la réunion du GRT pour renforcer la présence des militaires dans des localités où l'activisme de groupes armés persiste (Cluster protection) ;
- Formation des autorités militaires et acteurs de sécurité sur les Droits humains et VBG (INTERSOS-HCR) ;
- Plaidoyer auprès du gouvernement provincial et central pour son implication dans le processus de résolution de conflits dans les Hauts plateaux de Fizi et Itombwe (Cluster protection) ;
- Formation des autorités locales sur les mécanismes de résolution pacifique de différends (Monusco Affaires civiles et SFCG, NRC, et autres intervenant dans ce secteur).

Maniema :

- Plaidoyer pour la réhabilitation du tronçon Kasongo-Samba, afin de faciliter l'accès des acteurs humanitaires dans la zone de santé de Samba (territoire de Kasongo).
- Nécessité de créer un groupe de travail dialogue intra-communautaire et violence basée sur le genre au Maniema.

Section 4 : Activités réalisées et prévues

Territoire du Sud-Kivu :

- SGBV
 - ✓ Formation des membres du sous cluster VBG sur la collecte modernisée des données VBG et distribution des tablettes par UNFPA et le Ministère du Genre ;
 - ✓ Participation de UNFPA, Co Lead Sous cluster VBG à la mission du Coordonnateur Humanitaire Adjoint à Minembwe ;
 - ✓ Mission de suivi des incidents rapportés par FSH et Distribution de 400 copies de la loi sur les violences sexuelles aux éléments de Nyantura par FSH à Numbi ;
 - ✓ Appui de 89 victimes mineures en kits scolaires à Kamituga et à Bukavu ; et appui d'une autre école à Bukavu en AGR scolaire pour soutenir la prise en charge des enfants SVBG inscrits dans les écoles ;
 - ✓ Actualisation du circuit de référencement des VBG dans certaines zones de santé de la province du Sud-Kivu.
- GTLAM
 - ✓ 8 sessions portant sur l'éducation aux risques des mines et restes explosifs de guerre ont été menées dans les localités de MISISI, LUBONJA et LULIMBA (Territoire de Fizi) à l'intention de 487 personnes, parmi lesquels 149 hommes, 156 femmes, 94 garçons et 88 filles ;
 - ✓ Enquête non technique des zones déclarées contaminées par les engins explosifs de Guerre dans le cadre du projet ERM, NTS, VA et PVH dans la zone de santé de Kimbi-Lulenge établie sur les secteurs Lulenge et Ngandja en Territoire de Fizi Province du Sud-Kivu et Secteur des Babuyu au Maniema 18 zones dangereuses ont été découvertes et enquêtées et marquées par les Equipes ERM-NTS ADIC 2 et 3 dans les localités de Misisi ; Lubonja et Lulimba Lweba dans le Territoire de Fizi au Sud-Kivu ;
 - ✓ Opérations de déminage manuel d'une partie du champ des mines de Tingi dans le Territoire de Lubutu, province du Maniema, menées par Dan Church Aid DCA
 - ✓ Formations et Assistance aux victimes sur l'accroissement des revenus (AGR) dans la zone de santé de Kimbi Lulenge (60 bénéficiaires) ; et distribution de kits scolaires à 20 élèves bénéficiaires de l'assistance scolaire ;
- GTPE
 - ✓ Ateliers de formation au MRM à destination des points focaux de plusieurs organisations et agences (TPO, WCH, UNHCR, MONUSCO, Save the Children, INTERSOS) ainsi que les GTPE et les Cluster Protection et Éducation de Bukavu et d'Uvira ;
 - ✓ Les acteurs du GTPE ont commencé la création de mécanismes de référencement pour les violences faites aux enfants et pour les enfants vulnérables dans les territoires d'Uvira, de Kalehe et de Fizi.
- GTDIC
 - ✓ Mise en place des structures de médiation communautaire (CPCM), notamment à Uvira et Kalehe ;
 - ✓ Construction d'un centre de santé à Banamukika à Kitutu et d'un marché à Mwenga, par APIDE ;
 - ✓ Identification des conflits zones d'intervention notamment Mwenga, Kamituga, Kalonge, Maebano (Kalehe), Nyunzu (Kalémie), par TPO ;
 - ✓ Vulgarisation de l'arrêté portant réglementation de la pratique d'élevage dans le territoire d'Uvira. Emissions et la sensibilisation sur la sécurisation foncière, par ALTERNATIVES ;
 - ✓ Sensibilisation sur les droits LTP dans les villages Njazo, Makutano et Bushao dans le groupement Mubugu, avec la participation de 114 personnes dont 44 hommes et 70 femmes, par NRC.

Province du Maniema (notamment dans la Zone de santé de Samba et territoire de Kabambare)

- ✓ Mise en place de 5 structures communautaires de protection (organisation de base communautaire) pour mener les actions de prévention et de réponse aux violations de droits humains ;
- ✓ Elaboration et mise en place de 5 Plans d'Action de Protection Communautaire dans les localités cibles de la zone de santé de Samba ;
- ✓ Formation de 75 membres des organisations de base communautaire sur les thématiques de droits

humains (droits humains et liberté fondamentale, protection, médiation et autres modes alternatifs de règlement pacifique des conflits, techniques de plaidoyers et de sensibilisation et la prise en charge psycho-sociale) ;

- ✓ Prise en charge transitoire de 15 EAFGA /Enfants associés aux milices dont 14 (2 filles et 12 garçons) dans la zone de santé de Samba en Territoire de Kasongo et 1 à Salamabila en Territoire de Kabambare
- ✓ Réunification de 15 EAFGA /Enfants associés aux milices (2 filles et 12 garçons) dans la zone de santé de Samba en Territoire de Kasongo et 1 à Kabambare en Territoire de Kabambare
- ✓ Réintégration scolaire 25 EAFGA /Enfants associés aux milices (5 filles et 20 garçons) dans la zone de santé de Samba en Territoire de Kasongo
- ✓ Réintégration économique (Professionnel et AGR) 9 EAFGA /Enfants associés aux milices dans la zone de santé de Samba en Territoire de Kasongo

Section 5 : Redevabilité envers les Populations Affectées

Dans la province du Maniema, la Caritas Développement Kasongo a formé 44 membres de comités locaux de gouvernance participative sur le mécanisme de collecte et de gestion des plaintes. En complément de cette activité 8 boîtes à suggestion ont été installées sur l'axe Samba-Malela et 8 panneaux d'affiche sur les activités de protection mis en œuvre par Caritas développement Kasongo ont été installés dans les grandes localités de l'axe Samba-Malela.

En plus des séances de sensibilisation ont été menées par 75 membres des organisations de base communautaire mis en place, ce qui a atteint plus de 20 000 personnes. Trois cadres de concertation réunissant toutes les parties prenantes de la zone ont été organisés à Samba, Sciememas, Lubao et Malela.

Section 6 : Analyse

Recommandations

Une meilleure implication des autorités nationales et au niveau provinciale est nécessaire pour apporter des solutions durables au conflit communautaire dans les moyens plateaux de Fizi/Itombwe dont les implications en matière de protection ont été nombreuses au cours du mois de septembre.